

Zaventem, le 5 décembre 2017

Communiqué syndical en Front commun

SPC : réponse TOUJOURS insuffisante, aussi : maintien du préavis ET sessions d'info pour déterminer les actions à venir

Pour rappel, face aux réactions en colère de tous les partenaires syndicaux, le représentant du ministre avait sollicité à l'issue du Comité de négociation de la semaine passée, un délai de 24 heures avant toute activation du préavis, dans le but de trouver des solutions satisfaisantes.

Il y a eu depuis lors des échanges téléphoniques, des envois de mails.

Aujourd'hui, les responsables syndicaux se sont réunis pour jauger l'affaire. Nous n'avons pas reçu de réponse satisfaisante pour les deux exigences essentielles :

- Une mesure transitoire et des garanties concernant les lieux habituels de travail des collègues potentiellement touchés par le projet du ministre ;
- Une capacité complémentaire en attente des effets de la mobilité de cette fin d'année, soit jusqu'après les vacances 2018.

En Front commun, il a donc été décidé ce qui suit :

- Une réponse critique à l'égard de l'intention du ministre de procéder à la réquisition du personnel concerné ;
- L'organisation de réunions d'information en divers lieux en vue de décider avec les membres du personnel concernés des actions à venir.

Pour le Front Commun,

SLFP Police Vincent Gilles +32475304864	SNPS Thierry Belin +32496641336	CSC Police Stéphane Deldicque +32479526872	CGSP Eddy Quaino +32495202455
--	--	---	--